

**ARRET N°016  
DU 21/08/2017**

**REPUBLIQUE DU NIGER**

**COUR D'APPEL DE NIAMEY**

**MATIERE:  
COMMERCIALE**

**CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE**

**APPELANTE:  
- SOCIETE  
COMMERCIAL  
E HENRI  
ROYER (SCHR)**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique de vacation du 21(vingt-un) Août deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt N°016, dont la teneur suit :

**INTIME :  
-ORABANK-NIG  
ER SA**

**ENTRE**

**- SOCIETE COMMERCIALE HENRI ROYER (SCHR);**  
Ayant pour conseil Maitre De Campos, Avocat à la Cour;

**PRESENTS**

**-ABDOULAYE  
IDE  
PRESIDENT**

**Appelante d'une part;**

**-ABDOU IDI  
CONSEILLER**

**ET**

**- Mme DIALLO  
RAYANATOU  
LOUTOU**

**- ORABANK-NIGER SA;**  
Ayant pour conseil Maitre Halima Diallo, Avocat à la Cour;

**-M.MAHAMAD  
OU SEYDOU  
SOULEY**

**Intimée, d'autre part;**

**-M.ALKELAL  
ELHDI HAMI**

**JUGES  
CONSULAIRES**

**SANS QUE LES PRESENTES QUALITES PUISSENT NUIRE OU  
PREJUDICIER AUX DROITS ET INTERETS RESPECTIFS DES PARTIES  
EN CAUSE MAIS AU CONTRAIRE SOUS LES PLUS EXPRESSES  
RESERVES DE DROIT ET DE FAIT**

**ME N'FANA NANA  
GREFFIERE**

**LA CHAMBRE**

Attendu que par exploit du 11 Janvier 2015 de Maitre Mohamed Ali Diallo, huissier de justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, la société Commerciale Henri Royer (SCHR) assistée de Maitre De Campos Désiré, a interjeté appel contre le jugement n°590 du 19 Novembre 2014 rendu par le Tribunal Hors Classe de Niamey qui, statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en

premier ressort a :

\*En la forme, reçu l'opposition d'Orabank Niger comme étant régulière ;

\*Au fond

-Condamné Orabank-Niger SA à payer à la société commerciale Henri Royer (SCHR) SA la somme de 15.751,06 E (quinze mille Sept cinquante un virgule six Euros à titre principal ; 5.003.352 frs à titre des intérêts moratoires et 1.000.000 frs à titre des dommages et intérêts ;

-ordonné l'exécution provisoire de la décision en ce qui concerne le principal et les intérêts moratoires ;

-condamné Orabank-Niger SA aux dépens ;

## **FAITS ET PROCEDURES**

\*Le 13 Juillet 2010, une traite d'un montant de 59.824 Euros a été tirée sur la société CGT Import-export, une cliente de la BRS devenue Orabank SA aujourd'hui qui l'a avalisée pour l'échéance du 10 Octobre 2010.

\*La société commerciale Toutelectric devenue société Henry Royer n'ayant pas obtenu le paiement du montant indiqué par la lettre a, après mise en demeure restée sans effet, assigné la BRS Niger SA en paiement de la somme de 44.245.336, 70 frs en principale et intérêts ; celle de 20.000.000 frs à titre des dommages et intérêts pour résistance abusive, l'exécution provisoire étant en outre sollicitée ;

\*Par jugement de défaut du 09/07/2014 à l'égard de la société Henry le Royer, le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant en matière commerciale a condamné la BRS Niger SA à payer à la société Henry le Royer la somme de 44.245.336,70 frs , 5.000.000 frs à titre des dommages et intérêts tout en ordonnant l'exécution provisoire ;

\*suite à l'opposition de la société Henry le Royer, le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant contradictoirement en rendu la décision sus indiquée n°590 du 19/11/2014 objet d'Appel.

## **PRETENTIONS ET ARGUMENTS DES PARTIES**

**1/La société Henry Royer**, a demandé de :

-recevoir son appel comme régulier en la forme ;

-au fond, dire que l'exécution volontaire par Orabank sans réserve du jugement n°379 DU 09/07/2014 vaut acquiescement et débouter Orabank SA de toutes ses demandes ;

-Subsidiairement, infirmer le jugement n°590 du 19/11/2014 sur le quantum des dommages et intérêts ;

-Evoquer et statuer à nouveau, condamner Orabank SA à payer à la SCHR la somme de 5.000.000 frs à titre des dommages et intérêts et

confirmer le jugement sur les autres points;

**2/La société Orabank-Niger SA**, a demandé de:

- recevoir son appel incident comme régulier;
- Infirmer le jugement attaqué rendu le 19/11/2014 pour violation de l'Article 2 de la loi 2004-050 du 22 Juillet 2004;
- dire que le paiement fait par Orabank SA ne vaut pas acquiescement au jugement du 09 Juillet 2014;
- Condamner en outre la société commerciale Henry Royer à payer 10.000 Euros à Orabank SA comme trop perçu ;
- débouter la société Henry Royer SA de toutes ses demandes;

### **MOTIFS DE LA DECISION**

#### **EN LA FORME**

Attendu que l'appel principal de la société Henry Royer SA et celui incident de la société Orabank SA sont réguliers ; qu'il y a lieu de les recevoir ;

### **SUR LA DEMANDE DE CONSTAT D'ACQUIESCEMENT DE ORABANK-Niger SA**

- Attendu que la société Henry Royer SA demande de constater que la société Orabank SA en exécutant le jugement n°379 du 09/07/2014 y a acquiescé, que toutes les demandes de Orabank SA doivent être rejetées en conséquence;
- Attendu qu'il ressort de l'Article 322 du Code de procédure Civile que l'acquiescement au jugement n'empêche pas renonciation aux voies de recours si postérieurement une autre partie interjeté régulièrement appel; qu'en l'espèce, la société Henri Royer ayant fait appel elle-même, est mal fondée à invoquer l'acquiescement; qu'il y a lieu de rejeter ce moyen ;

### **SUR L'INFIRMATION DU JUGEMENT ATTAQUE**

Attendu que la société Henry Royer SA a demandé l'infirmer le jugement n°590 DU 19/11/2014 pour avoir diminué le quantum des dommages intérêts de 5.000.000 frs à 1.000.000 frs; qu'Orabank a demandé l'infirmer le jugement en se fondant sur ce qu'il a violé l'Article 2 de la loi 2004-050 du 22 Juillet 2004 portant organisation, attribution et compétence des juridictions en République du Niger ; qu'elle a précisé

que ledit jugement, a par maladresse motivé les dommages et intérêts sur la base de l'Article 1382 relevant de la responsabilité civile, délictuelle alors qu'il s'agit de l'Article 1147 du Code civil sur la responsabilité contractuelle ;

Attendu qu'aux termes de l'Article 1382 du code civil tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; qu'en l'espèce loin de se limiter au seul retard de Orabank SA dans l'exécution de son obligation, il est important de se référer aux contraintes liées à la nécessité de faire recours aux services d'un avocat par la SCHR pour la défense de ses intérêts impliquant un coût ; que dès lors l'Article 1382 apparaît mieux adapté à la situation que l'Article 1147 qui concerne les intérêts moratoires, que ce moyen sera rejeté;

Attendu qu'en ce qui est du montant des dommages et intérêts dont la société Henry Royer demande de revoir à la hausse;

Le montant d'un millions est loin de couvrir l'essentiel des dépenses qui sont imposées à la société pour faire face aux coûts de la procédure en première instance et en appel; qu'il y a lieu de condamner Orabank-Niger SA à payer 5.000.000 frs à titre des dommages et intérêts à la société Henry le Royer;

### **SUR LA DEMANDE DE PAIEMENT DE TROP PERCU**

Attendu que la société Orabank Niger SA demande la condamnation de la société Henry Royer à lui payer 10.000 Euros qu'elle a perçus en exécution du jugement querellé;

Attendu que la société Henri Royer n'a pas contesté dans ses écritures versées au dossier, avoir reçu un surplus de 10.000 Euros d'Orabank SA ; qu'il y'a lieu de la condamner à restituer 10.000 Euros à Orabank SA et confirmer le jugement attaqué pour les autres dispositions.

Attendu que les dépens seront mis à la charge de ORABANK qui a succombé au procès;

Attendu que les parties ont le droit de se pourvoir en cassation ; qu'il y a lieu de les aviser sur ce qu'elles ont le droit d'y procéder par requête écrite au greffe de la Cour d'Appel de Niamey dans un délai d'un mois à compter de la signification de la présente décision ;

### **PAR CES MOTIFS**

**La chambre Commerciale spécialisée**

**Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en der-**

nier ressort;

**En la forme**

- Reçoit l'appel principal de la société Henry Royer SA comme régulier;
- Reçoit l'appel incident de Orabank-Niger SA comme régulier;

**Au fond**

- Rejette la demande de constat d'acquiescement formulée par la société Henry Royer SA comme mal fondé ;
- Infirme le jugement attaqué en ce qu'il a condamné Orabank-SA à payer 1.000.000 frs à titre des dommages et intérêts;
- Condamne Orabank-Niger SA à verser 5.000.000 frs à la société Henry Royer SA à titre des dommages et intérêts.
- Confirme le jugement attaqué sur les autres dispositions et en y ajoutant, condamne la société Henry Royer à restituer 10.000 frs perçus de trop à Orabank-Niger SA ;
- Mets les dépens à la charge de Orabank-Niger SA ;
- Avise les parties de leur droit de se pourvoir en cassation dans un délai d'un (01) mois par requête au greffe de la Cour à compter de la signification de la présente décision par requête au greffe de la Cour./.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Chambre Commerciale Spécialisée Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

**Et ont signé** : LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.

-Suivent les signatures-

